

---

Actes de la troisième Conférence internationale sur la Francophonie économique

*VERS UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE, VERTE ET INCLUSIVE*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 16 – 18 mars 2022

---

**MONDIALISATION/GLOBALISATION A L'AUNE DE LA COVID-19 : ENJEUX ET DEFIS  
POUR UNE POLITIQUE DE RESILIENCE ET DE SURVIE EN AFRIQUE NOIRE**

**PIERRE ILUNGA KALE**

Professeur, Université Notre Dame de Lomami (UNILO), R. D. Congo  
[pierrekale@yahoo.fr](mailto:pierrekale@yahoo.fr)

**ALPHONSE NKO NGOLO MULAMI KAPWEKA**

Professeur, Université Officielle de Mbujimayi (UOM), R. D. Congo  
[mulami2004@gmail.com](mailto:mulami2004@gmail.com)

**RÉSUMÉ** – A scruter les impensés des discours sur la pandémie de la Covid-19 on se rend vite à l'évidence qu'ils participent tous d'une utopie globalisante d'un monde bipolarisé dans lequel la survie d'un grand nombre de peuples passe inévitablement par leur capacité à développer des politiques de résilience et à inventer leur destin dans une dynamique « globale ». Il s'agit, à vrai dire, de considérer, par une *approche analytico-critique*, que face aux mécanismes de la gouvernance mondiale qui consacre pratiquement la logique homogénéisante des peuples dans un contexte où l'évolution des Nouvelles Technologies de l'Information et de la communication (NTIC) accule à un vivre ensemble devenu inévitable, l'Afrique noire n'a plus d'autres choix pour sa survie que d'imaginer sa vie autrement mais efficacement. Ce travail vise donc à mettre en évidence les enjeux et les défis auxquels l'Afrique noire est appelée à faire face aujourd'hui en vue d'une économie résiliente. Le contexte de la Covid-19 offre une opportunité et invite à un sursaut pour faire face à une logique de compression qui vise la stabilité de l'ordre économique mondial actuel. Il faut choisir de survivre ou de disparaître. La capitalisation de l'intelligence africaine traditionnelle semble être la voie mieux indiquée.

**Mots-clés :** Homogénéisation, Autodétermination, Intelligence traditionnelle, « Globale »

*Les idées et opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité de ou des auteurs.*

## Introduction

Le progrès vertigineux de la technologie de l'information et de la communication ainsi que l'ouverture indifférenciée du monde entier à l'économie de marché ont accéléré l'avènement du phénomène de la globalisation et/ou mondialisation et la suppression des frontières entre les peuples. Du même coup, chargée d'une impulsion idéologique et d'une force mobilisatrice impressionnantes, cette globalisation et/ou mondialisation se fait passer pour le paradigme d'intelligibilité et d'interprétation de la marche du monde et de l'histoire.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'acuité, l'intérêt et l'actualité d'une réflexion compréhensive, critique et prospective sur ce phénomène apparaît comme une nécessité à l'aune de la pandémie de la Covid-19 afin **d'en dégager les enjeux majeurs pour une économie résiliente, verte et inclusive déterminante pour la survie du Tiers Monde et principalement de l'Afrique noire. Il s'agit d'identifier et de mettre en exergue les défis et les enjeux socioéconomiques de l'heure en vue d'une politique économique authentiquement résiliente dans un monde désormais globalisé.**

C'est une étude qui se limite d'une part, du point de vue technique, comme l'indique le titre lui-même, à offrir une approche socioéconomique et politique du phénomène globalisation et d'autre part, du point de vue spatio-temporelle à actuer cette étude avec un regard particulier sur l'Afrique noire en période dite de la Covid-19

*L'Hypothèse de ce travail* est la suivante : « Une économie authentiquement résiliente en Afrique noire ne peut advenir que de la capacité des collectivités locales à l'autodétermination ». Elle suppose que son *hypothèse nulle est*: « Une économie authentiquement résiliente en Afrique noire peut advenir d'une reconsidération du modèle d'investissement comptant sur l'aide des organisations financières internationales ».

Pour ce faire, nous utilisons une approche analytico-critique basée sur l'observation aussi bien directe qu'indirecte du phénomène Globalisation tel qu'il se révèle à l'aune de la Covid-19. Partant, nous nous appuyons sur les données tirées de l'expérience empirique, des médias ainsi que des publications spécialement en rapport avec l'Afrique noire.

Il s'ensuit dès lors que nous scrutons de prime abord les impensés autour des concepts Mondialisation et/ou Globalisation utilisés pour parler du même phénomène avant de mettre en exergue les enjeux et les défis pour une économie résiliente à l'aune de la Covid-19

### I. Atour des concepts : Mondialisation ou Globalisation ?

Pour éviter la guerre il faut commencer par se mettre d'accord sur le sens des mots. En effet, deux concepts sont indistinctement utilisés pour désigner un même phénomène aussi complexe : c'est la mondialisation et/ou la globalisation. On ne saura avancer dans la compréhension de ce phénomène avant d'en avoir établi les significations particulières. Car, comme on peut vite s'en rendre compte, bien qu'ils partagent une même conviction fondamentale, à savoir qu'avec l'avènement des Nouvelles Technologies de l'information et de la communication (NTIC) la société moderne est

devenue un village planétaire, ces deux concepts ont des connotations particulières qui cachent derrière eux deux conceptions et deux stratégies différentes liées à leurs contextes d'émergences. C'est dans ce sens qu'il sied d'en attester ces significations profondes avant d'en démontrer les méandres déterminants à l'aune de la Covid-19.

### 1.1. Sous les mots, les stratégies

Quand on décrypte les impensés qui structurent la double thématization du phénomène, il apparaît évident, qu'au-delà du dénominateur commun mentionné ci-haut, il faille distinguer les univers politico-culturels qui se cachent derrière ces deux concepts. Le constat de base qui inspire notre réflexion est celui que fait Simon Pierre METENA quand il écrit : « Tandis que le monde anglo-saxon et ses satellites culturelles « globalisent » volontiers, le monde francophone et son aire d'influence « mondialisent » à souhait » (S.P. METENA, 1998).

#### a. Mondialisation

Le concept mondialisation (issu de l'univers culturel francophone) renvoie à un processus de compression de plus en plus universel de l'espace et du temps dans lequel les hommes vivent, se meuvent, échangent. Il a comme corollaire, l'éveil dans les hommes et femmes d'aujourd'hui, d'une conscience d'appartenir à un monde de plus en plus interconnecté. En d'autres termes, le terme « mondialisation » met aux prises avec une vision qui se situe d'abord sur le plan des techniques d'interconnexion des hommes, des sites et des activités qui acculent à un « vivre ensemble » devenu inévitable. Ce qui ne serait alors, comme le voyait bien Albert LONGCHAMP, que la projection à l'échelle planétaire des relations interpersonnelles, un échange à un niveau mondial des biens, des services et des messages qui font de la planète un seul village. Le tout, sans doute, sous couvert des principes sacrés des libertés d'opinion, d'expression, d'entreprise, de commerce et de circulation des personnes, des concepts et des modes de pensée (A. LONGCHAMP, 1999). Dans cette perspective, pensait également ELUNGU « la mondialisation c'est l'idée même de la liberté telle qu'elle s'est réalisée dans l'histoire moderne et qu'elle s'est accomplie et constituée en civilisation. Bref, la mondialisation c'est l'histoire et la civilisation de la liberté en acte (A. ELUNGU, 2000).

Une telle approche du phénomène donne à penser que la vérité au cœur de la mondialisation c'est l'interdépendance des activités humaines qui devient toujours grandissante et incontournable. Elle pourrait, pour ainsi dire, se résumer dans le dicton français aujourd'hui « nul n'est une île ». Une décision prise pour une entité particulière doit prendre en compte les retombées qu'elle peut engendrer dans l'espace planétaire.

Comme on le voit, parler mondialisation porte à penser que le phénomène relève d'une « dépendance mutuelle » librement consentie qui fait qu'aucun champ d'activités, aucune discipline, aucune stratégie ne permettent plus désormais de prétendre, agir, expliquer ou réussir sans interaction intense avec d'autres.

A l'aune de la Covid-19 et de ses enjeux aujourd'hui, on se rend vite compte qu'une telle vision se révèle être l'effet d'un mirage et une illusion de la réciprocité. La réalité c'est qu'il s'agit, sans nul

doute, d'un processus au travers duquel, un petit groupe de sociétés dominantes influencent et déterminent la marche de celles qui le sont moins. Au lieu d'évoquer l'idée d'une synthèse enrichissante du « rendez-vous du donner et du recevoir », que suggère le concept de mondialisation, on assiste en réalité à un phénomène qui se révèle être une épreuve de force où les efforts de survie des uns ne garantissent rien aux autres qui, aujourd'hui plus que jamais, dans la lutte contre la « pandémie », se contentent du sort des faibles dans l'ordre économique mondial actuel. C'est dans ce sens que le phénomène se veut globalisant plutôt que mondialisant. On parlerait alors mieux de la globalisation plutôt que de la mondialisation. Covid-19 étant une épidémie devenue pandémie non par mondialisation mais plutôt par globalisation.

#### b. Globalisation

L'intentionnalité constituante qui structure l'intelligence anglo-saxonne de la Globalisation ne semble pas étrangère à un autre phénomène typiquement nord-américain : la « Mc worldisation » qui est, comme l'atteste par ailleurs Simon Pierre METENA, une tendance à homogénéiser et à standardiser non seulement les produits, mais aussi les consommateurs selon un modèle préfabriqué et susceptible d'être transporté partout à loisir. (S.P. METENA, 1998) Vu sous cet aspect, le phénomène Globalisation se présente comme l'émergence d'une économie où l'interdépendance des acteurs impose un mode de fonctionnement unifié internationalement. Le corollaire de cette évolution c'est qu'il n'existe plus désormais qu'un modèle unifié d'économie et de régulation du marché, mais un modèle unique, en vue duquel chacun doit fournir les efforts nécessaires pour « s'intégrer » ou alors « disparaître ».

Point n'est besoin de démontrer que ce modèle unique n'intervient pas exclusivement sur les modes de production et les réseaux marchands mais il manifeste aussi une évidente capacité d'ingérence dans les autres circuits culturels. Et c'est dans cette mesure qu'il est effectivement globalisant et donne lieu à une lecture hégémonique du phénomène qui n'offre nullement la possibilité aux pays dits sous-développés de penser autrement quoiqu'efficacement, à un « autre » type d'économie dans les conditions qui leur sont propres.

De fait, une des bases idéologiques de cette thématization est justement d'affirmer et de faire croire qu'il n'y a pas d'alternatives. Il est à constater que dans la globalisation, ceux qui ont le pouvoir de contrôle et de décision imposent un mode de fonctionnement conçu comme intégration inéluctable (ou bien évidemment exclusion) au modèle unique. A telle enseigne qu'on peut se demander si le rêve d'un meilleur modèle pour une économie résiliente, verte et inclusive ne relèverait pas d'une pure utopie comparable à l'anecdote du chou et de la chèvre chère à François PARTANT.

A l'aune de la Covid-19, on comprend encore mieux et plus vite cette thèse. Face aux enjeux de l'épidémie, des solutions (obligation vaccinale) et des mesures dites barrières ont été imposées dans une logique asymétrique visant à obtenir des comportements homogènes et des pratiques standards pour toutes les populations dont la diversité et/ou la particularité des réalités n'a pas été prise en compte. Du même coup, c'est des Gouvernements et des pays entiers qui se sont retrouvés à devoir recevoir librement ou non des financements à titre d'aide pour en faciliter l'application.

Leur rôle consistant dans ce cas, non pas à contribuer à la recherche du remède, mais plutôt à faire exécuter les mesures dont ils ne sont pas capables de contenir les conséquences économiques.

Tout fonctionne comme s'il n'était pas possible de penser autrement quoiqu'efficacement. Il s'agit de « s'intégrer » ou « disparaître ». De même, le marché, conçu comme un rouleau compresseur, se veut être désormais le véritable régulateur de cette crise. Les stratégies globales de lutte ont pris inévitablement une allure désormais favorable pour l'enrichissement toujours plus croissant des pays riches tandis que les pauvres deviennent de plus en plus pauvres et sont tenus de contribuer au maintien d'un système qui les emprisonne.

Au terme, on s'aperçoit avec évidence que c'est la notion même de la souveraineté des Etats qui est mise en cause. Ceux-ci ont carrément perdu l'une de leurs fonctions essentielles, qui est d'accumuler le pouvoir en vue de la défense de leur particularité historique dans la rivalité qui les oppose aux autres Etats. On dirait qu'aucun Etat n'a plus le droit de définir autrement (même si cela devait être efficace) les règles du jeu.

Pour survivre à tous ces enjeux de la Globalisation, d'aucuns ont estimé et continuent d'estimer que l'intégration des organisations régionales à la fois économiques et politiques, permettant des négociations collectives pourrait constituer le socle déterminant pour une autre manière d'être sujet dans les rapports entre Etats.

## **1.2. Intégration régionale à l'épreuve de la Covid-19**

Plusieurs organisations régionales et même internationales, sont nées, toute proportion gardée, dans le but de faciliter l'intégration et permettre des négociations collectives entre les pays d'une même région en vue d'une action qui dépasse le cadre des Etats-Nations. Il suffit de penser à la CEEAC (Communauté Economique de l'Afrique Centrale), la CEPGL (Communauté Economique des Pays des Grands Lacs), l'UA (Union Africaine), la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), la CEMAC (Communauté Economique et Monétaires des Etats d'Afrique Centrale), la SADC (Southern African Development Community = Communauté de Développement d'Afrique Australe), etc.

Malheureusement, il s'avère concrètement qu'elles participent toutes de l'utopie du système actuel dominant qui veut qu'on les considère comme le seul moyen raisonnable et efficace pour combattre les effets polarisants de la globalisation. A ce jour, il va falloir remarquer qu'en dépit de toutes ces organisations, tous les pays de l'Afrique, particulièrement noire, demeurent simultanément moins intégrés aussi bien à l'interne qu'entre eux, et même pratiquement pas du tout. Point n'est besoin de démontrer que ces organisations sont constituées et fonctionnent comme des courroies de transmission de la mondialisation polarisante (globalisation), et attachent ainsi tous les pays membres comme des zones périphériques à des centres dominants. Par conséquent, les pays membres de toutes ces organisations restent constamment attirés par des associations régionales Nord-Sud qui opèrent, sans doute, au détriment de leur autonomie collective.

Plutôt qu'à réfléchir sur ce qu'ils devraient faire pour faire face à ladite pandémie de Covid-19 et asseoir des politiques économiques en synergie avec leurs milieux ambiants, les pays de l'Afrique noire consacrent la majeure partie de leurs énergies à se montrer comme des interlocuteurs

intéressants et intéressés par et pour le Nord. Ils multiplient ainsi des tractations pour répondre aux exigences afin d'obtenir des facilités financières à titre d'aide et/ou financement auprès des Institutions Financières Internationales et attendent que les solutions des autres à leurs problèmes soient des recettes à considérer comme standards susceptibles d'être transportées partout à loisir. Ce qui, à un moment ou à un autre, rend « l'aide fatale » (DAMBISA MOYO, 2009).

Comme on peut s'en rendre compte, ce qu'il faut, pour une économie résiliente en Afrique noire, surtout en contexte de Covid-19, ce n'est donc pas chercher à trouver un modèle économique susceptible de s'adapter au système globalisant basé sur une logique économique qui fonctionne comme un rouleau compresseur (s'intégrer ou disparaître), mais plutôt, comme le dit KANKWENDA MBAYA, « une déconnexion cohérente avec les défis nouveaux » (M. KANKWENDA, 2000)

## **II. Pour une économie résiliente : Enjeux et défis à l'aune de la Covid-19**

Mettant en relief le contexte où la globalisation s'impose plus que jamais comme paradigme d'intelligibilité et d'interprétation de toute action économique, il nous apparaît évident qu'aujourd'hui l'interdépendance toujours grandissante des activités humaines reste tellement incontournable qu'aucune stratégie ne peut être pensée et prétendre agir ou réussir sans interaction intense avec d'autres activités, d'autres sites, d'autres acteurs.

Pour bien en comprendre les enjeux et les défis il va falloir remarquer, de prime abord, que la rationalité théorique sur laquelle se base la vérité de de notre raisonnement est qu'avant d'être un discours de croissance matérielle, l'économie des pays de l'Afrique noire appelle d'abord à reconnaître un préalable : avec et depuis la colonisation ces pays avaient cessé de vivre et de produire pour eux-mêmes.

Ce qu'il faut donc, c'est d'abord, créer une dynamique de prise de conscience collective qui refuse la condition et le rôle qui leur sont reconnus dans l'ordre économique mondial globalisant: fournisseurs des matières premières et débouchés des produits manufacturés. Il s'agit, en d'autres termes, de reconnaître qu'une économie authentiquement résiliente en Afrique noire requiert que soient pris en compte aussi bien le contexte historique que les asymétries du système international globalisé globalisant voire la faillite des élites politiques postcoloniales.

Dire ceci c'est dire tant. Parce qu'on comprend dès lors qu'il s'agit, comme le disait bien Joseph KI-ZERBO, de faire que ces pays soient d'abord reconnus dans leur particularité et dans leur histoire (J. KI-ZERBO, 1963). Autrement dit, il s'agit pour ces pays, de s'approprier leur propre passé d'une part et d'autre part de rétablir la matrice d'action en vue d'une économie résiliente inévitable pour leur survie aujourd'hui.

Ceci est tellement vrai qu'une économie résiliente, verte et inclusive doit être envisagée non pas en termes d'un simple changement de politique et/ou de programme et de modèle mais plutôt en termes d'une déconnexion du système. Celle-ci doit être cohérente avec l'humus du contexte sociopolitique ambiant censé être le promontoire naturel d'une économie propre orientée vers la satisfaction des besoins des collectivités locales dans un monde globalisé. Faute de quoi une telle économie demeurera « matériellement » impossible et socialement inacceptable. Deux notions,

pensons-nous, sont susceptibles de contribuer à cet effet : la capitalisation de l'intelligence africaine traditionnelle ainsi que la mise en valeur de l'humus glocale.

## 2.1. Capitalisation de l'intelligence africaine traditionnelle

L'économie mondiale, affirmait François Latouche, a exclu territoires peuplés par millions et millions de gens, détruit les modes de vie ancestraux de ces gens, supprimé leurs moyens de subsistance... Les collectivités locales sont carrément ignorées et la prise des décisions économiques ne leur reconnaît le droit ni de définir leurs besoins ni de choisir les moyens pour les satisfaire.

"Devant un tel système économique de marque occidentale, aimé par les élites, mais trop loin des exigences des gens, comme le voyait par ailleurs Marcel MAUSS, il nous semble réaliste de reproduire ce que les anthropologues définissent comme "l'économie des effets." (M. MAUSS, 1980) · Ceci pour dire que les économies des pays de l'Afrique noire sont d'abord à considérer comme condamnées à l'asphyxie par la logique dominante de la globalisation. Pour survivre elles n'ont pas d'autres choix que de s'organiser selon une autre logique. Elles sont donc contraintes à inventer un autre système, une autre vie.

Or, c'est justement à ce niveau que se place le défi à relever pour les pays de l'Afrique noire. Car en effet, il s'agit d'admettre qu'une théorie économique n'est pas concevable nécessairement dans un schéma d'inspiration universitaire qui, jusqu'à ce jour, tend à conforter l'idéologie selon laquelle la raison est hellène. Tant il est vrai que, dans ce cas, pour penser l'intelligence africaine devrait forcément accéder à une culture universitaire.

L'accès à la connaissance cartésienne ne devrait pas être considéré comme une condition nécessaire pour mettre en place une économie. Surtout quand on sait que l'insuffisance d'accès universitaire (dont la moyenne est estimée à 4,8 % des femmes contre 7,3% des hommes selon les données statistiques de l'UNESCO 2018, doublée du manque de qualité de formation pour assurer la maîtrise des connaissances existantes ne permet pas aux pays susmentionnés d'être maîtres de leur savoir, de penser et d'organiser une économie propre, adaptée à leurs réalités clairement et légitimement assumées.

Tout fonctionne comme si la situation de fragilité économique dans laquelle tous ces pays se fourvoient aujourd'hui était une condition créée et entretenue. A telle enseigne qu'à défaut de se doter de leurs propres théories, ils continueront à s'efforcer d'appliquer et d'adapter à leurs économies (comme des élèves et jamais comme des maîtres) les théories conçues dans l'ordre économique mondial actuel. L'attitude de ces pays dans la lutte contre ladite pandémie de la Covid-19 en est d'ailleurs une illustration sans conteste.

Rien de plus naturel que récupérer l'intelligence africaine traditionnelle pour la mettre à contribution dans le but de générer une économie alternative qui tendrait à déplacer l'accent de l'échange commercial et ainsi sortir des formes canoniques de l'ordre économique mondial actuel.

Cette intelligence africaine traditionnelle peut être décrite de manière suivante : il s'agit des manières de penser, d'agir et de sentir caractéristiques des personnes considérées comme

« sages » (= intelligentes) dans les milieux dits arriérés de l'Afrique noire dans lesquelles les populations produisent et reproduisent leur vie, en dehors du circuit officiel à travers des stratégies relationnelles. Non pas sans raison F. Kikassa écrit : « Des communautés de base s'identifiant et se solidarissant sont en mesure d'une part de retrouver une créativité solidaire, et d'autre part, d'assurer une gestion et un passage harmonieux à la modernité ». (F. KIKASSA, 1999) Autrement dit, il s'agit d'une économie qui s'incorpore dans le social et en particulier dans les réseaux complexes qui structurent le milieu vital africain.

## **2.2. Pour une mise en valeur de l'humus « globale »**

La rationalité théorique pour une économie résiliente, verte et inclusive en Afrique noire repose sur le besoin d'une autodétermination locale et la nécessité d'une déconnection avec le système cartésien globalisant en considérant que l'hellénisme n'est pas le seul mode de pensée nécessaire pour la survie de l'Afrique. De cette façon, elle permet non seulement de capitaliser l'intelligence traditionnelle africaine mais aussi et surtout de concilier mondialisation et autonomies locales et régionales. D'où l'exigence de la dialectique « globale » qui intègre dans une logique conciliante le global et le local comme une bi-certitude inséparable.

Celle-ci sous-entend que la capitalisation nécessaire de l'intelligence africaine traditionnelle en vue d'une économie résiliente, verte et inclusive implique, pour les pays de l'Afrique noire, l'appropriation de leur propre passé d'une part et d'autre part le rétablissement de la matrice d'action ainsi que la conscience d'appartenir à un monde interconnecté dans lequel l'interdépendance globale des sociétés demeure incontestable. Il se dégage que cette situation de dépendance réciproque influence fortement sur l'idéale et la notion elle-même d'indépendance et d'autonomie que suggère l'appropriation de son passé.

Dans cette perspective, au regard des acquis de la conférence de Cocoyoc, nous restons d'avis qu'une stratégie fondamentale en vue d'une économie résiliente, verte et inclusive doit consister dans le fait de compter plus sur ses propres forces au niveau national. Cela ne signifie pas anarchie. Au contraire, implique des avantages réciproques dérivants des échanges commerciaux et de la coopération et une plus équitable distribution des ressources qui satisfont les besoins fondamentaux. Cela signifie aussi une confiance authentique dans ses propres moyens, en comptant d'abord et surtout sur ses propres ressources (humaines et naturelles) et une capacité de décision autonome et de détermination des objectifs. Il s'ensuit que le local exclut n'importe quelle forme de dépendance d'influences ou puissances, qui puisse se transformer en une ingérence politique. (cfr G. QUARANTA, 1986). Tandis que le global appelle à une conscience d'un monde devenu un village planétaire où la connexion et l'interdépendance réciproque sont désormais inévitables.

En clair, il s'avère qu'une économie résiliente, verte et inclusive en Afrique noire repose sur la nécessité d'une rationalité stratégique globale en vue d'une action locale. Autrement dit, il s'agit, non pas de s'enfermer dans un vase clos, mais d'intégrer le local dans le global ou mieux de penser globalement pour agir localement en capitalisant et/ou en mettant à contribution l'intelligence africaine traditionnelle. C'est ce qui justifie l'acuité et l'actualité de la dialectique globale nécessaire pour une économie résiliente spécialement en contexte de la Covid-19.



### III. Conclusion

La vérité étant qu'on ne peut pas substituer un mythe par un autre, il s'avère que la perspective pour une économie résiliente, verte inclusive en contexte de la Globalisation à l'aune de la Covid-19 ne consiste pas à trouver un modèle universel que l'on pourrait copier partout mais plutôt à percevoir la nécessité d'une alternative basée sur une stratégie radicalement différente des stratégies conventionnelles du système (capital travail, investissement, etc.). Ce qui signifie que tout reste à faire. Ce que pourrait être une économie authentiquement résiliente et verte en Afrique noire reste en pointillé. Sa définition provisoire devra inévitablement faire l'objet d'une capitalisation de l'intelligence traditionnelle africaine intégrée dans la dialectique globale.

Elle requiert, à notre avis, une connexion avec l'effort politique et une forte prise de conscience dans le chef de ceux qui sont appelés à présider à la destinée commune. A défaut de laquelle, comme l'estime BACH, « une part substantielle de la population n'a pas d'autre option que celle d'ignorer leur propre gouvernement et de créer leur propre économie ». (D.C. BACH, 2003) Il s'agit d'une conscience basée sur la nécessité de recourir à la participation directe du citoyen aux affaires qui le concernent afin de lui rendre le sens perdu de la responsabilité publique.

### Bibliographie

- BACH, D.C. 2003. « New Regionalism as an Alias: Regionalization through Trans-State Networks » dans *The new Regionalism in Africa* : 272 p.
- DAMBISA, M. 2009. *L'aide fatale* : 250 p.
- ELUNGU, A. 2000. « La mondialisation vue du sud » dans *La mondialisation vue du sud. Une approche multidisciplinaire* : pp. 117 - 140
- INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO, *Rapport 2021*
- KANKWENDA, M. 2000. *Marabouts ou marchands du développement en Afrique* : 319 p.
- KIKASSA, F., 1999 « L'économie humaine et la dynamique du développement à l'heure de la mondialisation » dans *Congo-Afrique* (336) : pp.333-336
- KI-ZERBO, J. 1963/4 (n°XLVIII). « L'Afrique violente ou partenaire ? » dans *Présence africaine*: pp. 32 - 48
- LONGCHAMP, A. 1999. « Mondialisation : le nouveau nom du développement ? » dans *Congo-Afrique* (333) : pp. 131 - 146
- MAUSS, M. 1980. *Essai sur le don: forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*: 124 p.
- METENA, S.P. 1998 « La mondialisation : mythes ou réalités » dans *Les enjeux de la mondialisation pour l'Afrique. Actes des journées philosophiques de Canisius* : pp.11-23
- PARTANT, F. 1982. *La fin du développement. Naissance d'une alternative ?* : 252 p.
- QUARANTA, G. 1985. *L'ère du développement* : 352 p.